

AGENCE REGIONALE DE LA BIODIVERSITE DE NOUVELLE-AQUITAINE

Conseil d'administration n° 13 Séance du 7 octobre 2025

Délibération n°ARBNA-2025-80

Objet : Lancement de la conception du portail numérique de l'eau et de la biodiversité

DATE DE LA CONVOCATION : 22 septembre 2025

Administrateurs PRESENTS :	Région nouvelle Aquitaine : Guillaume RIOU, Sophie WEBER, Eric SOULAT, Elise LAURENT-GUEGAN Office Français Biodiversité : Emmanuel DIDON Direction Régionale Environnement Aménagement Logement : Vincent DORDAIN Agence de l'Eau Adour Garonne : Manuella BROUSSEY (délégation de pouvoir à M. RIOU) France Nature Environnement Nouvelle Aquitaine : Serge URBANO (délégation de pouvoir à M. LE GALL) Conseil Départemental 33 : Carole GUERE Grand Poitiers : Dany COINEAU Conservatoire Botanique National Sud Atlantique : Coralie PRADEL Centre National Propriété Forestière Nouvelle Aquitaine : Luc Olivier DELEBECQUE LPO : Olivier LE GALL Union Régionale Conseil Architecture Urbanisme et Environnement : Céline MASSA Réserves Naturelles de France : Kévin LELARGE Fédération Régionale des Chasseurs : Jean-Francis SEGUY Représentant du personnel : Emilie PÉRIÉ, Frédéric MONTIGNY
Administrateurs ABSENTS ou EXCUSES :	Conseil Départemental 24 : Pascal BOURDEAU, Florence GAUTHIER Parc Naturel Régional Millevalles : Catherine HORNEBECK Conservatoire des Espaces Naturels : Fabrice GREZE Association Régionale Pêche et Protection des Milieux Aquatiques en Nouvelle Aquitaine : Gilles BRICHET Fédération Régionale de l'agriculture biologique : Jérôme KELLER Soltena : Marc-Yvan LAROYE Chambre Régionale d'Agriculture Nouvelle Aquitaine : Christian DANIAU Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel : Christian ARTHUR
Invités présents	OFB : Véronique CESARI ; DREAL : Marie ROZAT, CD 24 : Cathy PRIGENT, ARB NA : Géraldine SIMON, Yvonnick GUINARD, Emilie MARTINEAU, Tiffany HERAUD-LEGER, Carine FORTIN.
Secrétaire de séance	Vincent DORDAIN - DREAL

Le Conseil d'Administration de l'Agence Régionale de la Biodiversité de Nouvelle-Aquitaine,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la commande publique,

Vu les statuts de l'Agence Régionale de la Biodiversité de Nouvelle-Aquitaine,

Considérant la fiche C.1 du programme d'action 2025 de l'agence « Communiquer et développer de nouveaux moyens de communication » comprenant la conception d'un portail numérique régional de l'eau et de la biodiversité,

Considérant la nécessité de trouver un prestataire pour concevoir le futur portail numérique,

Considérant les missions attendues :

- Refonte du site internet de l'ARB NA en accord avec la charte graphique existante
- Accompagnement dans la définition de l'arborescence
- Définition du parcours utilisateurs
- Développement et programmation du site web et de la version mobile
- Mise à disposition / développement d'une interface d'administration
- Formation des administrateurs du site web
- Référencement naturel du site web
- Assistance pour une durée d'un an à compter de la mise en ligne du site internet (prestation renouvelable par reconduction expresse)

Considérant que le coût prévisionnel de cette prestation est estimé à 40 000 € HT maximum et qu'il s'agit d'un marché de « gré à gré »,

Ouï cet exposé et après en avoir débattu, le conseil d'administration

DECIDE

D'approuver le lancement d'une consultation pour la conception du portail numérique de l'eau et de la biodiversité,

D'autoriser la directrice à sélectionner le prestataire pour la réalisation du projet, dans la limite du montant de 40 000 euros HT

Nombre de votants : 16

Nombre de pour : 16

Nombre d'abstention : 0

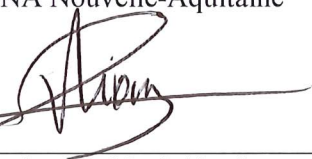
Nombre de contre : 0

La présente délibération est transmise à Monsieur le préfet de la Vienne. Elle fait l'objet d'une publicité par voie d'affichage au siège de l'établissement et par publication au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Vienne

Fait à Chasseneuil du Poitou, le 7 octobre 2025

Le Président de l'ARB-NA Nouvelle-Aquitaine

Guillaume RIOU



Le Président de l'ARBNA certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat et de sa publication.

Le Tribunal Administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique télerecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr.